



**HAL**  
open science

# Les enjeux politiques de la démographie des religions au Nigeria

Marc-Antoine Pérouse de Montclos

► **To cite this version:**

Marc-Antoine Pérouse de Montclos. Les enjeux politiques de la démographie des religions au Nigeria. Working Paper du Ceped #51, Centre Population et Développement. 2022, 12 p. hal-03833563

**HAL Id: hal-03833563**

**<https://hal.science/hal-03833563>**

Submitted on 7 Jul 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License



Centre Population  
et Développement

# WORKING **PAPER**

51

## **Les enjeux politiques de la démographie des religions au Nigeria**

*Marc-Antoine Pérouse de Montclos*

**Contact** Corresponding Author

**Marc-Antoine Pérouse de Montclos**

[perouse@ird.fr](mailto:perouse@ird.fr)

Politiste et directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), Marc-Antoine Pérouse de Montclos a été rédacteur en chef de la revue *Afrique Contemporaine* de 2018 à 2019. Chercheur associé à Chatham House (Londres) puis au PRIO (Peace Research Institute, Oslo), il a enseigné à l'Institut d'études politiques de Paris et à l'Institut français de géopolitique. Il est spécialiste des conflits armés en Afrique subsaharienne, où il accomplit régulièrement des missions d'études. Il a vécu plusieurs années au Nigeria, au Kenya et en Afrique du Sud. Ses derniers travaux portent sur la relation entre islam et violence.

**Citation recommandée** Recommended citation

Pérouse de Montclos M.A., « Les enjeux politiques de la démographie des religions au Nigeria », *Working Paper du Ceped*, n°51, Ceped (UMR 196 Université de Paris, IRD), Paris, Mars 2022.

Available at <http://www.ceped.org/wp>, DOI : 10.5281/zenodo.6203355

**Ceped** Centre Population et Développement

UMR 196 Université de Paris IRD

45 rue des Saints-Pères 75006 PARIS, France

<http://www.ceped.org/> • [contact@ceped.org](mailto:contact@ceped.org)

Les Working Papers du Ceped constituent des **documents de travail** portant sur des recherches menées par des chercheurs du Ceped ou associés. Rédigés pour une diffusion rapide, ces papiers n'ont pas été formellement relus et édités. Certaines versions de ces documents de travail peuvent être soumises à une revue à comité de lecture. **Les droits d'auteur sont détenus par les auteurs.**

Ceped Working Papers are **working papers** on current research conducted by Ceped-affiliated researchers. Written for timely dissemination, these papers have not been formally edited or peer reviewed. Versions of these working papers are sometimes submitted for publication in peer-reviewed journals. **Copyrights are held by the authors.**

# Les enjeux politiques de la démographie des religions au Nigeria

Marc-Antoine Pérouse de Montclos<sup>a</sup>

## Résumé

Pays le plus peuplé d'Afrique, le Nigeria est souvent présenté comme un territoire situé sur une ligne de fracture opposant des mondes sahéliens et musulmans, d'une part, et chrétiens et tropicaux, d'autre part. Le dénombrement des communautés de croyance y revêt donc une forte dimension symbolique qui dévoile de nombreux enjeux politiques au niveau national et local. Pour en comprendre les tenants et aboutissants, cette analyse revient en conséquence sur les tentatives avortées de quantification des affiliations religieuses depuis la période coloniale. Une deuxième partie synthétise l'état des connaissances à ce sujet. Dans une troisième partie, enfin, sont analysés les enjeux et les tensions politiques qui expliquent pourquoi, désormais, les autorités évitent soigneusement d'intégrer dans les recensements des modules portant sur les croyances des Nigériens.

**Mots clés :** Démographie des religions – Islam – Chrétienté – Recensements - Enquêtes Démographiques de Santé

## Note :

Ce document de travail est issu d'une mission de terrain effectuée de septembre à novembre 2021 dans le cadre du projet Demorelaf (Démographie des Religions en Afrique), qui est financé par l'Université Paris-Cité et dirigé par Véronique Duchesne et Marc Pilon. Je tiens à remercier tous les collègues qui, en enrichissant mes réflexions, m'ont permis d'améliorer cette analyse.

## INTRODUCTION

En tant que pays le plus peuplé d'Afrique, bientôt le troisième du monde d'ici 2050, le Nigeria est souvent présenté comme un territoire fragmenté et particulièrement dangereux, en plein sur la ligne de fracture qui est censée opposer des mondes sahéliens et musulmans, d'une part, et chrétiens et tropicaux, d'autre part. Très controversé, le dénombrement des communautés de croyance y revêt donc une forte dimension symbolique qui dévoile de nombreux enjeux politiques au niveau national et local. Pour en comprendre

les tenants et aboutissants, cette analyse revient en conséquence sur les tentatives avortées de quantification des affiliations religieuses depuis la période coloniale. Une deuxième partie synthétise l'état des connaissances à ce sujet. Dans une troisième partie, enfin, sont analysés les enjeux et les tensions politiques qui expliquent pourquoi, désormais, les autorités évitent soigneusement d'intégrer dans les recensements des modules portant sur les croyances des Nigériens.

## RECENSEMENTS, ENQUÊTES DÉMOGRAPHIQUES ET DÉNOMBREMENTS CONFESIONNELS : UNE BRÈVE HISTOIRE LONGUE DES TENTATIVES DE QUANTIFICATION DES COMMUNAUTÉS DE CROYANCE AU NIGERIA

### Les institutions gouvernementales

Réalisés au niveau national en 1931, 1953 et 1963, les recensements de la période coloniale posaient des questions sur les affiliations religieuses de la population, une pratique qui s'est perpétuée juste après l'indépendance. Les résultats obtenus, qui plus est, étaient publiés. Mais le premier coup

d'État du Nigeria, en 1966, et les massacres qui s'ensuivirent ont vite changé la donne, entre autres parce qu'ils ont développé la culture du secret-défense et attisé les tensions interreligieuses. En effet, la guerre de Sécession du Biafra, entre

---

<sup>a</sup> Marc-Antoine Pérouse de Montclos; IRD, Ceped, Paris, France.

1967 et 1970, a en quelque sorte militarisé la question car elle a été interprétée par beaucoup d'observateurs comme la résistance héroïque des Ibo catholiques du sud-est contre une tentative de génocide perpétrée par les musulmans peuls et haoussa du nord. Le dernier recensement à poser des questions sur les croyances des Nigériens a été réalisé en 1973. Jamais publiés, ses résultats préliminaires, qui accordaient un poids dominant aux musulmans du nord, ont aussitôt été contestés par Obafemi Awolowo, un chrétien progressiste et un cacique yorouba du sud-ouest, à l'époque ministre des Finances de la junte au pouvoir à Lagos. Après un autre coup d'État en 1975, les nouveaux dirigeants militaires du pays, Murtala Mohammed et Olusegun Obasanjo, ont enterré l'affaire en annulant l'ensemble du processus.

Il a fallu près de 20 ans pour qu'en 1991, le Nigeria organise un autre recensement, cette fois sans poser de questions sur les affiliations religieuses. Mais les controverses d'ordre confessionnel n'ont pas tardé à revenir sur le devant de la scène après la fin de la dictature du général Sani Abacha en 1998. Organisé sous l'égide du président Olusegun Obasanjo, un ancien militaire élu en 1999, le recensement de 2006 ne devait pas non plus comporter de questions sur les croyances de la population. Le prochain exercice, lui, était prévu pour 2016. En 2014, les autorités ont en conséquence commencé à ébaucher un module incluant des questions relatives à l'agriculture afin de répondre aux exigences des objectifs du millénaire pour le développement. Leurs opérations ont cependant dû être repoussées pour des raisons à la fois financières et politiques.

Le gouvernement a alors annoncé la tenue du prochain recensement en 2022, en l'occurrence avec davantage de rubriques sur l'éducation... et toujours rien sur les affiliations religieuses. Courant 2021, les responsables de la Commission pour la population ont ainsi élaboré un premier questionnaire qui devait être soumis à des experts, aux ministères concernés, aux députés et aux « usagers » (*data users*) avant d'être testé sur le terrain et validé par l'Assemblée Nationale. Mais les bailleurs de fonds internationaux ont rechigné à financer l'exercice. Quant à la loi qui prévoyait de rendre obligatoire la tenue de recensements tous les dix ans, elle attendait toujours d'être votée. En pleine crise économique, l'échéance de 2022 avait

donc peu de chances d'être respectée à la veille d'un scrutin présidentiel en 2023, sachant que les résultats d'un recensement risquaient, rétrospectivement, de révéler de nombreuses incohérences dans les listes électorales.

En attendant, le pouvoir fédéral dispose de deux institutions susceptibles de produire des données au niveau national sur les croyances des Nigériens : la NPC (*National Population Commission*) et le NBS (*National Bureau of Statistics*). Créée par un décret militaire de 1989, la première dépend du ministère de l'Intérieur. Elle a pour mission de conduire les Recensements Généraux de la Population et de l'Habitat (RGPH) et est associée au déroulement des Enquêtes Démographiques de Santé (EDS). Établi par une loi votée en 2007, le NBS, lui, est directement placé sous les ordres de la présidence. Dans le cadre du régime parlementaire issu de la Constitution de 1999, il est chargé d'actualiser les statistiques disponibles en organisant des sondages au niveau national ou local sur la base d'échantillons plus ou moins représentatifs, par exemple sur l'éducation ou l'agriculture. Incidemment, ses enquêtes sur les ménages, tel le *general household survey* de 2010, incluent des questions sur les affiliations à l'islam, à la chrétienté ou aux religions traditionnelles avec, en sus, une catégorie « autres ». Le NBS participe également à des enquêtes en grappes à indicateurs multiples, les MICS (*Multiple Indicator Cluster Surveys*), qui, financées par la Banque mondiale, des agences des Nations Unies et l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé), ont ajouté une rubrique pour les « sans religions » en 2007, 2011 et 2016.

Au niveau des gouvernements des 36 États constitutifs de la fédération nigérienne, il arrive par ailleurs que soient commanditées des enquêtes ad hoc qui s'intéressent parfois aux croyances de la population mais qui ne sont pas toutes publiées. Au détour d'un rapport sur la situation sécuritaire, on trouve par exemple des statistiques ethniques et religieuses à propos des collectivités locales de l'Adamawa, sans précisions sur la méthodologie utilisée pour collecter les données sur le terrain (Tunenso, 2016). Dans l'État de Kaduna, le gouverneur Ahmed el-Rufai, un musulman, est par ailleurs réputé avoir mené un sondage prospectif et tenu secret qui comprenait des questions sur les affiliations religieuses afin de tester ses chances

d'être réélu en 2019. D'après des entretiens menés sur place, il aurait donné des conférences de presse en citant des chiffres « ronds » de 75 % de musulmans et de 25 % de chrétiens. Ses déclarations sont cependant impossibles à vérifier, même si un certain consensus semble se dégager pour identifier dans la région les collectivités locales à majorité musulmane ou chrétienne<sup>1</sup>.

### Les organisations non étatiques

Des organisations non étatiques ont également entrepris de mener des sondages avec des questions sur les croyances de la population. C'est par exemple le cas d'Afrobaromètre dans le cadre d'une enquête plus générale conduite en anglais, en pidgin, en haoussa, en yorouba, en igbo, en tiv, en ibibio et en ijaw en 2018. En 2008 et 2012, le World Values Survey (WVS) a, de son côté, mené un sondage auprès de 1 237 personnes en haoussa, en yorouba et en igbo. Les organisations religieuses, en revanche, ont brillé par leur absence. Pour répondre aux demandes annuelles du Vatican, l'Église catholique est la seule à tenir régulièrement des statistiques sur la base des baptêmes, des mariages et des enterrements enregistrés dans chacun de ses diocèses. Les musulmans, en revanche, ne disposent pas de tels registres paroissiaux. En effet, la prédication islamique est beaucoup plus ouverte au tout-venant, à la différence du modèle catholique qui « certifie » des curés formés au séminaire. Les imams et les fidèles ne sont donc nullement tenus d'être inscrits et, encore moins, rattachés à une mosquée en particulier<sup>2</sup>.

D'autres facteurs expliquent aussi pourquoi les organisations faitières des musulmans et des chrétiens, à savoir la JNI (*Jama'atu Nasril Islam*, ou « Société pour la Victoire de l'Islam »), le NSCIA (*Nigerian Supreme Council for Islamic Affairs*) et la CAN (*Christian Association of Nigeria*), n'ont pas tenté de recenser leurs membres, sans même parler des fidèles des différents courants qui les composent. Soucieuses de parler d'une seule voix,

d'abord, elles ont plutôt cherché à préserver de grands équilibres sur la base d'arrangements qui ne disaient rien des réalités démographiques des diverses communautés en présence. N'étant pas subventionnés par le gouvernement fédéral, leurs responsables ont également argué qu'ils n'avaient ni les moyens ni l'obligation de conduire des enquêtes au niveau national. Des cadres de la JNI devaient même avouer ne pas savoir combien d'adhérents comptait leur organisation, ceci en dépit de la volonté des plus jeunes de développer des inscriptions en ligne.

En guise de dénombrement des fidèles, les organisations faitières des musulmans et des chrétiens se sont contentées d'établir des quotas censés garantir leur représentativité. L'Assemblée générale du NSCIA, par exemple, est composée de membres en provenance de 22 des 36 États de la fédération nigérienne. Ces derniers sont classés en trois grades : A pour les États où les musulmans constitueraient une majorité absolue (10), B pour ceux où ils seraient simplement majoritaires (7), C pour ceux où ils seraient minoritaires (5). Mais les méthodes utilisées pour calculer la proportion de musulmans à l'intérieur de chaque entité administrative ne sont mentionnées nulle part. Bien souvent, les branches régionales du NSCIA n'existent de toute façon que sur le papier (Shittu, 2011 : 63).

Les procédures sont un peu plus formelles au sein de la CAN. Contrairement aux musulmans de la JNI et du NSCIA, les chrétiens procèdent en effet à des élections internes qui sont âprement disputées. D'abord dominée et dirigée par des catholiques et des anglicans au moment de sa fondation en 1976, la CAN a ainsi dû s'ouvrir aux pentecôtistes et aux églises africaines à partir de 1988. Au moment de son enregistrement dans le cadre d'une loi de 1990 (le *Companies Act*), elle a alors adopté une Charte qui a fixé le mode de représentation de ses différentes composantes, en l'occurrence autour de cinq « blocs » censés, chacun, s'organiser en interne pour désigner des

1 Sur les 23 collectivités locales de l'État de Kaduna, 11 seraient à majorité musulmane (Birnin Gwari, Giwa, Igabi, Ikara, Kuba, Kudar, Lere, Makarfi, Sabon Gari, Soba et Zaria) et 7 à majorité chrétienne (Chikun, Jeba, Kachia, Kagarka, Kajuru, Kaura et Zango Kataf). Les 5 dernières seraient plus mélangées. Jemaa, Kaduna Sud, Kauru et

Sanga, en l'occurrence, compteraient une légère majorité de chrétiens mais les musulmans domineraient Kaduna Nord, où ils se sont regroupés après les émeutes inter-religieuses du début des années 2000.

2 Entretien de l'auteur avec le secrétaire général de la JNI, Khalid Abubakar Aliyu, à Kaduna le 10 novembre 2021.

délégués couvrant l'ensemble du territoire national.

Comme le NSCIA, cependant, la CAN ne dispose pas de données démographiques justifiant une représentation à parité entre les cinq « blocs » que constituent :

- > le secrétariat de la conférence épiscopale de l'Église catholique ;
- > le *Christian Council of Nigeria*, qui a été fondé à Ibadan en 1929 et qui représente les protestants « orthodoxes » (anglicans, baptistes, méthodistes, presbytériens, luthériens) ;
- > la *Pentecostal Fellowship of Nigeria*, qui date de 1985 et qui rassemble les pentecôtistes ;
- > l'*Organisation of African Instituted Churches*, qui regroupe les églises dites africaines depuis 1988 ;
- > la *Fellowship of Churches of Christ in Nigeria*, qui a été établie en 1955 et qui est surtout formée d'églises « indigènes » de la ceinture centrale du Nigeria, à l'interface entre les aires de culture islamique au nord et chrétienne au sud. On y trouve notamment l'*Evangelical Church Winning All*, fondée en 1954 par des missionnaires du SIM (*Serving In Mission*, héritier de la *Sudan Interior Mission*) et désormais plus connue sous son acronyme d'ECWA (autrefois *Evangelical Church of West Africa*) ou de TEKAN (*Tarayar Ekklisiyoyin Kristi A Nigeria*).

Ainsi, les organisations faitières des musulmans et des chrétiens du Nigeria ont privilégié des critères politiques afin de défendre leurs intérêts auprès du gouvernement. Partant, elles n'ont pas tenté de dénombrer leurs fidèles pour, entre autres, ne pas provoquer de conflits en interne. Au niveau national, le souci de préserver une paix fragile a également marqué les instances de représentation des deux grandes religions du Livre, qui ont arbitrairement établi un principe de parité entre musulmans et chrétiens. Financé par le gouvernement fédéral et établi comme une association sous la coupe du NSCIA et de la CAN au sortir de la dictature militaire en 1999, le NIREC (*Nigeria Inter-Religious Council*), par exemple, est composé de 50 membres : 25 musulmans et 25 chrétiens. Il a en l'occurrence hérité d'un organisme équivalent, l'ACRA (*Advisory Council on*

*Religious Affairs*) qui, créé par la junte du général Ibrahim Babangida en 1987, comprenait 6 musulmans et 6 chrétiens.

### Les difficultés rencontrées

Les difficultés rencontrées pour dénombrer les affiliations religieuses de la population ne tiennent cependant pas qu'à des problèmes d'ordre politique ou financier. De nombreux défis techniques impactent également la capacité des institutions publiques ou des organismes privés à mener des recensements ou des enquêtes, quoi qu'il en soit par ailleurs de l'inclusion ou non de questions sur les croyances des Nigériens. Les obstacles sont notamment de nature linguistique, en particulier dans des milieux ruraux où, généralement, on ne parle pas anglais mais, au mieux, pidgin. Une première distorsion possible tient ainsi à des niveaux d'éducation qui sont bien plus élevés parmi les chrétiens des villes du sud que les musulmans des campagnes du nord.

Le cas échéant, les agents du recensement sont censés traduire les questionnaires en anglais de la NPC. Recrutés de manière à être déployés dans leurs communautés d'origine, beaucoup parlent en effet les langues locales. Pour être employés par la NPC, ils doivent toutefois avoir le niveau du bac, ce qui, d'emblée, exclut de nombreux nordistes. Sur le terrain, qui plus est, les agents du recensement n'échappent pas aux pressions sociales des chefs coutumiers qui veulent exagérer leur influence en augmentant artificiellement le nombre de leurs sujets. À l'occasion, dit-on, des lobbies locaux auraient quant à eux financé de leur propre chef la traduction dans les langues vernaculaires des questionnaires de la NPC. À défaut de tout standard, de telles pratiques sont sources de distorsions. Délibérément postés en dehors de leur région d'origine afin d'éviter les conflits d'intérêts, des superviseurs de la NPC sont ainsi chargés de vérifier les anomalies statistiques. Grâce à la digitalisation des procédures, ils peuvent notamment compter sur l'usage de tablettes dites PDAs (*Personal Digital Assistants*) pour empêcher les duplicatas ou les oublis volontaires en identifiant le point GPS (*Global Positioning System*) des ménages interrogés, pour peu que des réseaux

déficients permettent la transmission des données<sup>3</sup>.

Les barrières linguistiques et l'intelligibilité des questionnaires n'en demeurent pas moins un problème auquel n'échappent pas les enquêtes du NBS. En effet, les difficultés relèvent aussi de la sémantique lorsqu'on s'intéresse plus spécifiquement aux affiliations confessionnelles de la population. Conceptuellement, le mot « religion » peut aussi bien renvoyer à la notion de communauté que de croyance individuelle. Dans le nord à dominante haoussa du Nigeria, par exemple, l'islam est tout simplement « la » religion (*din* en arabe), par opposition aux polythéismes d'autrefois. Les communautés qui ne sont pas musulmanes sont associées, elles, à d'autres types de représentations. Arrivés dans le nord du temps de la conquête britannique, les chrétiens incarnent ainsi la puissance du colonisateur, d'où leur surnom en haoussa : *nassara* (« pouvoir »). Plus au sud dans la Middle Belt, une région évangélisée tardivement, il semble par ailleurs que bien des langues vernaculaires assimilent implicitement le mot « religion » à la chrétienté, encore une fois par opposition au « paganisme ».

Sans même parler des recensements, les enquêtes démographiques de santé manquent singulièrement de nuances à cet égard. Formulées en anglais, en pidgin, en yorouba, en haoussa ou en ibo, les questions posées sur les affiliations religieuses de la population visent en effet à compléter des informations portant essentiellement sur la natalité, les violences contre les femmes ou les pratiques de circoncision. Les réponses obtenues doivent en conséquence être utilisées avec prudence car elles n'ont pas vraiment pour but d'apprécier l'évolution des communautés de croyance au Nigeria. En 2018, la nomenclature retenue était ainsi réduite aux catégories « catholique », « autre chrétien », « musulman », « religion traditionnelle » et « autre », une rubrique qui incluait vraisemblablement les « athées » et les « sans religion ». De façon tout aussi significative, les personnes interrogées n'avaient pas la possibilité de cumuler leurs

réponses en se réclamant de plusieurs affiliations à la fois. Les questionnaires fermés des EDS ne reflètent donc guère la diversité de croyances d'une société plurielle où, dans le sud-ouest par exemple, les témoins convoqués à des tribunaux coutumiers peuvent alternativement, voire concomitamment, prêter serment sur le coran, la bible ou le bâton de fer du dieu Ogun des Yorouba.

Autre problème spécifique aux tentatives de quantification des affiliations religieuses, il est difficile de distinguer les croyants pratiquants des simples fidèles qui se réclament d'une tradition prophétique. Un musulman devrait-il donc obligatoirement être une personne qui fait ses cinq prières par jour ? Un chrétien, quelqu'un qui va à la messe tous les dimanches ? L'Église catholique du Nigeria, par exemple, base ses recensements sur les registres des baptêmes et des enterrements. Mais on peut parfaitement être enregistré dans une paroisse sans aller à la messe. Les responsables catholiques signalent en outre que la fréquentation des églises a beaucoup diminué du fait des confinements liés à la pandémie du Covid-19. En outre, il arrive que des catholiques fréquentent plusieurs chapelles à la fois et fraient pendant un moment avec les pentecôtistes sans pour autant renoncer définitivement à leur affiliation première.

La situation est bien aussi complexe du côté anglican, où l'on invoque des problèmes de coordination pour justifier l'incapacité à faire remonter des données actualisées depuis les paroisses et les diocèses du Nigeria. En effet, la « communion anglicane » ne répond pas à des standards culturels imposés par un pape (Hamid, 2001 : 73). Basée à Londres, elle est elle-même très divisée par la question du mariage homosexuel et de l'ordination des femmes, qui ont été rejetées au Nigeria, figure de proue du camp conservateur.

<sup>3</sup> De l'aveu même du gouvernement, qui envisageait d'introduire la possibilité de votes électroniques pour les élections présidentielles de 2023, seulement 473 des 774

collectivités locales du pays avaient accès à Internet en 2022.



Officiellement, le pays le plus peuplé d'Afrique compterait jusqu'à 18 millions d'anglicans baptisés. De tels chiffres, dont les modalités de calcul ne sont précisées nulle part, relèvent cependant très largement d'une politique de communication en vue de souligner le dynamisme du Nigeria relativement à l'ancienne puissance coloniale. En

### CE QUE L'ON SAIT : PAS GRAND-CHOSE !

Dans un tel contexte, il est quasiment impossible d'obtenir des données fiables à propos de l'évolution des affiliations religieuses dans le pays le plus peuplé d'Afrique. D'un exercice à l'autre, par exemple, les sondages d'Afrobaromètre emploient des sous-catégories différentes et livrent des résultats très erratiques, voire incohérents, avec des variations énormes et inexplicables. À en croire les recensements d'autrefois, les musulmans représentaient 38,7 % de la population en 1931, 47,4 % en 1953 et 47,2 % en 1963. Pendant ce laps de temps, la part des chrétiens a augmenté à un rythme de croissance plus rapide, de 4,5 % en 1931 à 21,1 % en 1953 et 34,3 % en 1963 (Ostien, 2012 ; Iro, 1987). Pour autant, il serait hasardeux d'essayer d'extrapoler à partir des tendances observées à l'époque. Le temps des conversions de masses à l'islam ou à la chrétienté est révolu. Désormais, les changements à venir viendront plutôt des différentiels de comportement démographique. Comme le disait ironiquement un responsable catholique, les musulmans ont en effet tendance à « évangéliser par la voie naturelle »<sup>4</sup>.

De fait, la fécondité des femmes des sociétés islamiques du nord est plus élevée que dans les communautés chrétiennes et urbaines du sud [voir la carte]. De pair avec une réduction marquée de la mortalité infantile, une telle situation explique l'augmentation soutenue de la population musulmane, une tendance qui, concrètement, doit moins à l'institutionnalisation religieuse de la polygamie qu'aux retards de développement d'une société féodale où la faiblesse des niveaux d'éducation joue un rôle primordial sur la natalité et le

pratique, ils semblent très exagérés. Selon Daniel Muñoz, l'Église anglicane du Nigeria compterait en réalité entre 0,7 et 1,6 million de fidèles allant régulièrement à la messe, moins qu'en Angleterre, où ils approcheraient les 2 millions de pratiquants sur 26 millions de baptisés (Muñoz, 2015).

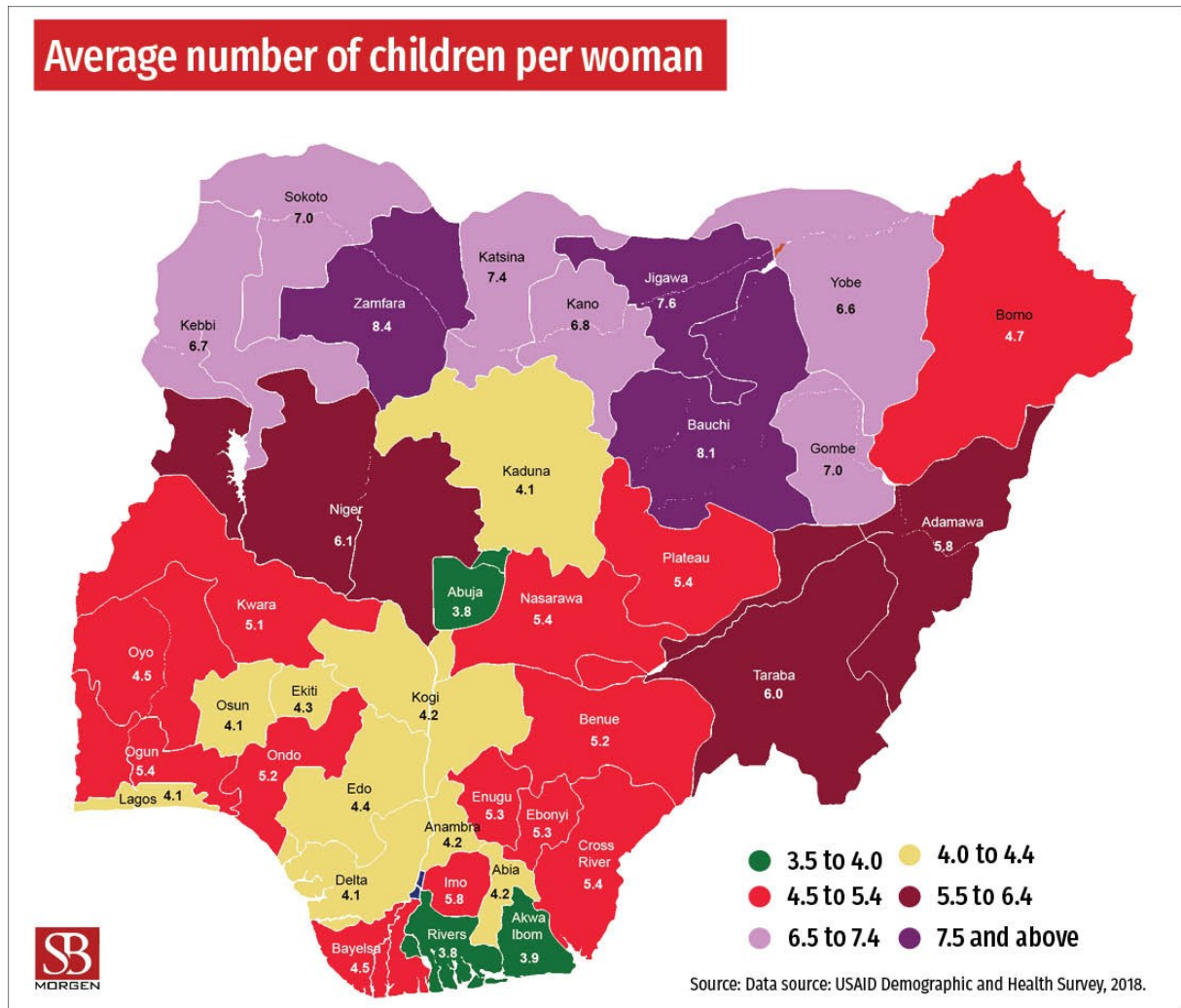
refus de recourir à des contraceptifs. À preuve, le comportement démographique des musulmans yorouba du sud-ouest est semblable à celui des chrétiens des villes de la côte atlantique, avec des taux de fécondité à peine supérieurs (Stonawski, Potančoková *et al.*, 2016).

C'est donc à l'échelle du Nigeria tout entier, nord inclus, que l'augmentation de la proportion de musulmans semble la plus probable (Grim, Brian et Mehtab, 2011). Les chiffres de l'Église catholique le montrent à leur manière. Passé de 20 millions en 2007 à 28 en 2020, le nombre de fidèles croît en effet à un rythme moindre que celui de la population du pays. Un tel résultat paraît confirmer que la proportion de musulmans est amenée à continuer d'augmenter, d'une part, et que l'essentiel de la poussée des chrétiens au Nigeria provient plutôt des églises pentecôtistes, d'autre part. À preuve, les catholiques se concentrent traditionnellement chez les Ibo du sud-est, une population dont le comportement démographique, précisément, se rapproche le plus des tendances observées dans les pays développés. La montée en puissance des églises évangéliques et pentecôtistes ne saurait être négligée pour autant. Avec un taux de croissance de la population qui se maintient à un rythme élevé, le Nigeria pourrait en fait finir par abriter la deuxième plus grosse communauté chrétienne du monde d'ici 2050, la quatrième pour ce qui est des musulmans (Hackett *et al.* 2015).

---

<sup>4</sup> Entretien de l'auteur à Abuja le 5 novembre 2021.

Carte 1 La ventilation géographique du nombre d'enfants par femme dans les 36 États du Nigeria



Source : EDS, 2018.

## LES RAISONS D'UNE OCCULTATION « DIVINE »

### Du désintérêt au souci de l'équilibre

Au vu d'une telle vitalité démographique, on peut se demander pourquoi les autorités sont si peu désireuses de conduire des enquêtes sur les affiliations religieuses des Nigériens. Au-delà des questions de coût, plusieurs hypothèses peuvent être émises. D'une manière générale, d'abord, les autorités font très peu usage des statistiques disponibles pour gouverner (Olufemi, 2020). Une sorte d'indifférence prévaut. Ainsi, les résultats des recensements ne servent pas à planifier des politiques publiques de développement mais à organiser la redistribution de la rente pétrolière et à déterminer des quotas de recrutement dans la fonction publique au niveau local (Agbowu, 2007). Quant à la population, « *elle ne croit pas à la fiabilité des statistiques, pas plus d'ailleurs qu'aux résultats des élections ou aux chiffres officiels de production pétrolière* »<sup>5</sup>.

Autre problème, les tentatives de quantification des affiliations religieuses constituent un lourd enjeu politique et symbolique dans un pays qui est souvent présenté, dans les médias, comme fracturé le long d'une ligne opposant un nord musulman et un sud chrétien. Sur le plan confessionnel, la population est en réalité plus mélangée qu'on ne le suppose généralement, à quelques exceptions près dans l'extrême nord, vers le Sahel, ou dans le sud-est, en pays ibo (Aparé, 2015). De plus, les conflits interreligieux sont rares (Pérouse de Montclos, 2018). Au quotidien, les relations entre musulmans et chrétiens sont pacifiques, une situation que confirment d'ailleurs des sondages selon lesquels une très grande majorité de la population — entre les deux tiers (67,5 %) en 2017 et les trois quarts (78 %) en 2020 — ne se sent pas du tout discriminée du fait de ses croyances (Afrobarometer, 2020 : 66 ; Afrobarometer, 2017 : 60).

À l'occasion, il arrive cependant qu'on assiste à de sanglantes confrontations interreligieuses qui sont alors très médiatisées. Au-delà des controverses habituelles sur le poids démographique des musulmans et des chrétiens, les polémiques portent alors sur le nombre de victimes tuées en raison de leurs croyances. Des essayistes et des lobbies religieux dénoncent par exemple un prétendu génocide des minorités chrétiennes dans le nord du Nigeria (Lévy, 2019)<sup>6</sup>. Exacerbés par les souvenirs traumatiques de la guerre du Biafra, d'une part, et par les récits anxiogènes d'une guerre globale contre le terrorisme de type djihadiste, d'autre part, de tels propos s'appuient notamment sur l'idée, couramment répandue, d'un choc de civilisations entre les Afriques sahélienne et tropicale. Ils se nourrissent également d'extrapolations sur le nombre de personnes qui, dans le nord du Nigeria, auraient été tuées en raison de leurs croyances, quitte à y inclure de simples victimes de la criminalité quotidienne (Pérouse de Montclos, 2019). En l'absence de données démographiques sur les affiliations confessionnelles de la population, on y retrouve ainsi les approximations statistiques de missionnaires américains selon qui un « martyr chrétien » serait, de façon très large, un fidèle mis à mort alors que son style de vie témoignait de son attachement à des valeurs chrétiennes, même s'il ne proclamait pas sa foi au moment de son décès<sup>7</sup>.

Dans un tel contexte, les autorités nigérianes souhaitent éviter d'aborder des sujets qui risquent d'attiser des tensions communautaires. Elles rechignent en conséquence à établir ou à communiquer des chiffres sur le nombre de musulmans ou de chrétiens vivant dans le pays le plus peuplé d'Afrique. Un peu comme au Liban depuis 1932, elles préfèrent plutôt maintenir une sorte

<sup>5</sup> Entretien de l'auteur avec l'historien Zuwaqhu Bonat à Kaduna le 10 novembre 2021.

<sup>6</sup> Pour une critique académique, voir Hiribarren, Vincent *et al.* (2019).

<sup>7</sup> À partir d'une liste nominative de 2 550 martyrs dûment

recensés, ces auteurs arrivent alors à un total assez extraordinaire de 45 millions chrétiens tués dans le monde en raison de de leurs croyances au cours du 20<sup>ème</sup> siècle ! Cf. Barrett et Todd Johnson (ed.) (2001).

de statu quo que l'on retrouve d'ailleurs d'un recensement à l'autre dans les pourcentages de population de chacun des États de la fédération. À l'exception de la capitale Abuja, la ventilation géographique des masses démographiques à l'intérieur du territoire national est ainsi restée quasiment inchangée entre 1991 et 2006, laissant à penser que les autorités se sont mises d'accord pour convenir de chiffres ne remettant pas en cause les grands équilibres budgétaires régionaux (Olufemi, 2020 : 236).

On pourrait certes arguer que la quantification des affiliations religieuses ne risque guère de compromettre des arrangements politiques qui, pour se partager les ressources de l'État fédéral, reposent sur le nombre d'habitants et non de croyants. Mais il arrive que les enjeux des chiffres de population se superposent pour délimiter des circonscriptions électorales, redistribuer des fonds publics et déterminer des rapports de force religieux ou ethniques, par exemple à Kaduna, un État à l'interface des aires culturelles islamiques et chrétiennes (Bonat, 2016). De ce point de vue, il importe d'affiner l'analyse à un niveau plus local. À l'échelle nationale, les affiliations religieuses constituent sans doute un sujet aussi sensible que celui des identifications ethniques, qui ont soigneusement été gommées des recensements afin de promouvoir le sentiment d'unité nationale au sortir de la guerre de Sécession du Biafra<sup>8</sup>. Elles n'ont cependant pas la même résonance politique d'une région à l'autre. Au cas assez improbable où des agents du recensement viendraient à poser des questions sur les croyances des Nigériens, certains sont ainsi d'avis qu'on se disputerait davantage sur les appartenances ethniques dans le sud et sur les affiliations religieuses dans le nord<sup>9</sup>. Pour d'autres, encore, cela provoquerait surtout des controverses dans les États très majoritairement chrétiens, comme Enugu, ou musulmans, comme Katsina, qui ne veulent pas reconnaître l'existence de minorités

confessionnelles. C'est probablement là que se situerait le cœur de la bataille<sup>10</sup>.

### La politisation du religieux

De fait, les questions religieuses ne sont pas seulement polémiques parce qu'elles servent à mobiliser la population, mais aussi parce qu'elles vont jusqu'à déterminer le profil des candidats à la magistrature suprême ou au gouvernement des États mixtes sur le plan confessionnel, étant entendu qu'un président ou un gouverneur musulman devrait forcément être accompagné d'un vice-président ou d'un vice-gouverneur chrétien, et vice-versa. La politisation de l'islam, de ce point de vue, ne doit rien à celle de la chrétienté. Dans le sud du Nigeria, par exemple, on trouve fréquemment des bureaux de vote dans des églises, voire des sanctuaires « traditionnels », qui sont souvent les seuls bâtiments en dur des villages les plus éloignés des routes goudronnées<sup>11</sup>. Le temps des élections n'est cependant pas le seul moment fort de l'immixtion du religieux dans le politique. Les clercs musulmans et chrétiens exercent en effet sur leurs ouailles un ascendant spirituel et moral que n'ont pas les politiciens. La population leur fait davantage confiance qu'aux chefs traditionnels et aux élus de la nation, qui sont très peu considérés. Les leaders religieux ont aussi la réputation d'être moins corrompus si l'on en croit des sondages d'Afrobaromètre menés auprès de 1 600 adultes à travers les 36 États du pays en 2017 et 2020 (Afrobarometer, 2020 : 47 & 54 ; Afrobarometer 2017 : 25 & 27).

En pratique, tant la CAN que la JNI constituent ainsi des lobbies politiques qui donnent des consignes de vote. Leur genèse est significative à cet égard. Officiellement établie en 1976 sur les bases d'une *Northern Christian Association* fondée à Kaduna en 1964, la CAN s'est d'abord forgée dans l'adversité contre les militaires musulmans au pouvoir à l'époque. Elle a notamment pris de l'ampleur au moment des émeutes inter-religieuses de

<sup>8</sup> Entretien de l'auteur avec Elizabeth Idoko, directrice du recensement à la NPC, Abuja, le 29 septembre 2021.

<sup>9</sup> Entretien de l'auteur avec l'historien Zuwaqhu Bonat à Kaduna le 10 novembre 2021.

<sup>10</sup> Entretien de l'auteur avec Momale Saleh, membre de la

Kaduna State Peace Commission, le 10 novembre 2021.

<sup>11</sup> On peut imaginer le scandale que cela susciterait si, dans le nord, des citoyens chrétiens devaient aller déposer leur bulletin dans des mosquées.

Kafanchan en 1987, dans la foulée d'une crise provoquée, au niveau national, quand la junte a annoncé l'adhésion du Nigeria à l'Organisation de la Conférence Islamique en 1986. Avec la fin de la dictature militaire en 1999, la CAN a ensuite eu plus de facilités à participer directement au jeu politique. Lors des élections de 2003, elle appelait par exemple à voter pour le président sortant, Olusegun Obasanjo, un chrétien.

Succombant aux affres des régimes parlementaires, l'organisation s'est alors déchirée au cours de scrutins frauduleux en interne. Victime des émeutes de Kafanchan en 1987 puis candidat malheureux au poste de gouverneur de l'État de Kogi en 2003, un ancien secrétaire général de la CAN de 2004 à 2011 devait ainsi témoigner de la dérive matérialiste et affairiste de l'association, en particulier sous l'égide de son président pentecôtiste entre 2010 et 2016, Ayo Oritsejafor (Salifu, 2018). En effet, celui-ci a soutenu le président Goodluck Jonathan et ouvertement appelé les chrétiens à prendre les armes contre Boko Haram. La situation est devenue si tendue que l'Église catholique a fini par suspendre sa participation à la CAN jusqu'à ce que l'élection d'un nouveau président, un baptiste, ramène le calme au sein de l'organisation.

Côté musulman, la JNI et le NSCIA n'ont pas été moins politiques. Tous deux dominés par des musulmans du nord et présidés par le sultan de Sokoto, la différence est qu'ils n'organisent pas d'élections en interne au niveau national. Leurs membres sont cooptés en dépit des protestations des « jeunes turcs » et des « sudistes » qui reprochent à la « vieille garde » de ne pas vouloir céder sa place. Statutairement, les sultans de Sokoto et du Borno exercent en effet de plein droit les fonctions de président et de vice-président du NSCIA. Basée à Kaduna et fondée en 1962 sous l'égide du gouvernement de la région Nord, la JNI, quant à elle, a incarné pendant longtemps l'islam traditionnel et soufi des émirs au pouvoir dans les zones sahéliennes du pays, avant de s'ouvrir un peu à des salafistes comme Kabiru Gombe et Abdullahi Bala Lau. Après l'échec de la création d'une Assembly of Muslim Organisations en 1973, un tel tropisme n'a d'ailleurs pas été pour rien dans le

lancement d'une autre plateforme, le NSCIA, en vue de rassembler les musulmans du nord et du sud, bien plus que pour essayer de réconcilier les chefs des confréries soufies et les fondamentalistes appelés Izala (Abba et Shuhaibu, 2017 : 390).

Mais les espoirs de voir émerger une coalition plus représentative des différentes sensibilités islamiques du pays ont vite été déçus. Les sudistes, minoritaires à l'échelle nationale, ont dû se contenter de la position de secrétaire général au sein du NSCIA (Rufai, 2013 ; Shittu, 2011). Officiellement enregistrée à Kaduna en 1974, l'organisation n'a pas non plus accepté d'intégrer les communautés chiites du nord et les adeptes de la confrérie Ahmadiyya dans le sud-ouest, tous deux considérés comme hérétiques. La crise a atteint son paroxysme lors d'une éphémère tentative de retour à un régime parlementaire en 1993. Un des vice-présidents du NSCIA, Moshood Abiola, avait en effet gagné les élections avant d'être emprisonné par les militaires du nord. Mais le sultan de Sokoto, Ibrahim Dasuki, s'est bien gardé de réclamer sa libération, enjoignant les fidèles à accepter la décision de la junte comme un « acte de Dieu » (Rufai, 2013 : 46). Une telle position allait à l'inverse de celle de son secrétaire général, un Yorouba du sud-ouest, tout comme Moshood Abiola.

Depuis lors, le NSCIA semble s'être enkysté. En principe, il est censé former et accréditer les imams, organiser le pèlerinage à La Mecque et superviser les grandes fêtes religieuses. Le NSCIA est notamment connu pour fixer le montant des dots et les dates de début et de fin du ramadan. Mais il s'est avéré incapable de parler d'une seule voix pour trancher les querelles doctrinales, encadrer les discussions théologiques et réguler les fatwas et contre-fatwas de muftis autoproclamés (Shittu, 2011 : 63). La JNI, de ce point de vue, semble mieux placée pour représenter les intérêts des musulmans auprès du gouvernement. Organe de mobilisation prosélyte de la *dawa* (la dissémination de la parole prophétique), elle évoque en effet une sorte de lobby politique qui, en l'occurrence, se garde bien de prononcer des sermons et de prendre part aux querelles de doctrines.

### À la recherche d'une majorité introuvable

Du côté musulman comme chrétien, les organisations faitières des religions du Livre ont ainsi cherché à éviter, dans la mesure du possible, de se mêler des débats théologiques qui risquaient de diviser leurs membres. Elles ont préféré se présenter comme des blocs unis en mobilisant des arguments d'ordre statistique pour affirmer leur supériorité et le succès de leurs campagnes de conversion. Leur vision nataliste de la foi devait en effet aller de pair avec un nombre toujours plus grand de fidèles. Partant, les organisations faitières musulmanes et chrétiennes ont repris à leur compte les tendances inflationnistes des décideurs politiques qui, à l'occasion des exercices de recensements, essaient généralement de gonfler les chiffres de population pour obtenir un surcroît de budget plutôt que de minimiser les effectifs de leur circonscription pour en réduire la base taxable dans un pays où les agents du fisc peinent à prélever l'impôt.

Résultat, tant les musulmans que les chrétiens ont prétendu être majoritaires sans jamais s'inquiéter d'appuyer leur argumentaire sur le moindre effort de quantification. Par exemple, ils n'ont pas cherché à utiliser les données des EDS, qui sont disponibles gratuitement en ligne mais qui ne sont guère connues du grand public, sachant qu'elles sont surtout exploitées par les Nations Unies, les agences de coopération internationale et les professionnels de la santé. Les résultats des anciens recensements comportant des questions sur les croyances des Nigériens n'ont pas non plus alimenté les débats en dehors d'un cercle fort restreint de démographes et de spécialistes. Partant, l'absence de toute référence statistique a nourri les controverses de la même manière que la publication, par le gouvernement, de chiffres officiels sur les affiliations religieuses aurait certainement suscité des polémiques. En sens inverse, la virulence des débats sur le nombre de musulmans ou de chrétiens a aussi conduit à enterrer toute tentative de quantification, tandis

que les interrogations publiques à ce sujet ont traduit une forte demande d'information.

En l'absence de discussions sur les données statistiques existantes, les uns et les autres se sont alors accusés mutuellement d'exercer des pressions sur le gouvernement pour empêcher la tenue de recensements susceptibles de mettre à nu la faiblesse du poids démographique de leurs rivaux. « Les musulmans, affirmait ainsi un responsable anglican, ne veulent pas apparaître comme minoritaires, c'est la raison pour laquelle ils refusent que l'on introduise des questions sur les affiliations religieuses »<sup>12</sup>. Comme en écho, un cadre de la JNI soutenait de son côté que les musulmans étaient largement majoritaires, ceci tout en dénonçant le « mythe » d'un Nigeria composé pour moitié de chrétiens. « *Le taux de natalité des musulmans est plus élevé, arguait-il. De plus, il faut prendre en compte la poussée migratoire des Sahéliens vers le sud. Les chrétiens le savent bien. Ils font donc pression sur le gouvernement pour éviter des questions dans les recensements qui montreraient à quel point ils sont minoritaires* »<sup>13</sup>. De telles suspicions sont assez paradoxales car, en réalité, les organisations faitières des musulmans et des chrétiens ne sont pas officiellement opposées à l'éventualité d'un comptage de leurs fidèles par le gouvernement. Au contraire, la CAN a menacé de boycotter le recensement de 2006 si le dénombrement de la population ne comprenait pas de questions sur les affiliations religieuses (Okafor, Ndidi et Shiklam 2005 ; Lohor, 2006). Quant à la JNI, elle ne s'est jamais prononcée publiquement contre l'inclusion de questions sur les croyances de la population<sup>14</sup>. Le débat reste donc ouvert, à défaut de pouvoir être tranché.

<sup>12</sup> Entretien par téléphone à Abuja le 29 septembre 2021.

<sup>13</sup> Entretien de l'auteur le 30 septembre 2021 avec un dre de la JNI à Abuja.

<sup>14</sup> Entretien de l'auteur avec le secrétaire général de la JNI, Khalid Abubakar Aliyu, à Kaduna le 10 novembre 2021.

## RÉFÉRENCES

- Abba, Alkasum, Ibrahim Jumare & Shuhaibu Shelu Aloyu (ed.) [2017], *Sultans of Sokoto*, Kaduna, Arewa House.
- Afrobarometer [2020], *Round 8 Survey in Nigeria*, East Lansing, Michigan State University.
- Afrobarometer [2017], *Round 7 Survey in Nigeria*, East Lansing, Michigan State University.
- Agbowu, Daniel Oritseeje [2007], *Nigeria, The Truth: Censuses, Elections, Revenue Allocations and the Way Forward*, Greenville, Bajot Publishing, 316p.
- Apard, Élodie [déc. 2015], « Islam et territoires au Nigeria », *Hérodote* n°159, pp.86-98.
- Barrett, David & Todd Johnson (ed.) [2001], *World Christian Trends: AD 30-AD 2000*, Pasadena (California), William Carey Library, p.229, 242 & 247-264.
- Bonat, Zuwaqhu [2016], "Political Manipulation of Population Census in Kaduna State and Its Implications for Justice, Development and Peace in Nigeria", in Bonat, Zuwaqhu, Terhema Wuam, Audee Giwa & Gaius Jatau (ed.), *Interdisciplinary Studies and Perspectives on Society and Development in Nigeria, Vol. II: History, Politics and Development: Festschrift in Honour of Professor W. B. Qurix*, Kaduna, Department of History, Kaduna State University, pp.223-266.
- Grim, Brian & Karim, Mehtab [2011], *The Future of the Global Shit-Muslim Population. Projections for 2010-2030*, Washington DC, Pew Research Center, 209p.
- Hackett, Conrad et al. [2015], *The Future of World Religions: Population Growth Projections, 2010-2050*, Washington DC, Pew Research Center, 245p.
- Hamid, David [2001], "The Nature and Shape of the Contemporary Anglican Communion", in Douglas, Ian & Kwok Pui-Lan (eds.), *Beyond Colonial Anglicanism*, New York, Church Publishing.
- Hiribarren, Vincent et al. [7 déc. 2019], « La notion de "génocide" est un mot-clef dans la politique nigériane, employé à tort et à travers », *Le Monde*.
- Lévy, Bernard-Henri [5 déc. 2019], « Au Nigeria, on massacre les chrétiens », *Paris Match*.
- Lohor, Josephine [20 janv. 2006], "Obasanjo Tasks Christian Leaders On National Census", *This Day*.
- Muñoz, Daniel [2015], "North to South: A Reappraisal of Anglican Communion Membership Figures", *Journal of Anglican Studies* vol.14, n°1, pp.71-95.
- Okafor, Ndidi & John Shiklam [5 juil. 2005], "Beware, Bishop Warns Obasanjo", *Daily Champion*.
- Olufemi, Joshua [2020], "Let Figures Lead and Ideas Follow", in Onumah, Chido (ed.), *Remaking Nigeria. Sixty years, sixty voices*, Abuja, Premium Times Books, p.236.
- Ostien, Philip [2012], *Percentages By Religion of the 1952 and 1963 Populations of Nigeria's Present 36 States*, Oxford, Nigeria Research Network Background Paper No. 1, 14p.
- Iro, Madugba [1987], *Population Censuses of Nigeria from Colonial Times: an evaluation of their coverage and accuracy*, Ogikwe, Nbwasi, 154p.
- Pérouse de Montclos, Marc-Antoine (ed.) [2018], *Ten myths about violence in Nigeria*, Ibadan, IFRA, 12p. Accès : [www.nigeriawatch.org/media/html/NW10Myth.pdf](http://www.nigeriawatch.org/media/html/NW10Myth.pdf)
- Pérouse de Montclos, Marc-Antoine [23 janvier 2019] « Les persécutions antichrétiennes en Afrique, un sujet sensible », *The Conversation*.
- Rufai, Saheed Ahmad [2013], "The politics of Islamic leadership and representation in Nigeria: a historical analytical study on the Nigerian Supreme Council for Islamic Affairs (NSCIA)", *Journal of Al-Tamaddun* vol.8, n°1, pp.39-50 ;
- Salifu, Samuel [2018], *CAN, Religion, Politics and Power in Nigeria*, Kaduna, Sameka Press, 276p.
- Shittu, Abdulazeez [2011], "The Role of the Nigerian Supreme Council for Islamic Affairs in Unifying Muslims in Nigeria: Prospects and Challenges", *International Journal for Muslim World Studies* vol. 9, n°1/2, pp.35-66.
- Stonawski, Marcin, Michaela Potančoková, Matthew Cantele & Vegard Skirbekk [2016], "The changing religious composition of Nigeria: causes and implications of demographic divergence", *Journal of Modern African Studies* vol.54, n°3, pp. 361-387.
- Tunenso, Saidu [2016], "Governance and Security in Adamawa State", in Abdu, Hussaini & Chigozirim Okoro (ed.), *Security and Governance in North-East Nigeria*, Abuja, CLEEN Foundation, pp.52-4.